



# **lutte OUVRIÈRE**

Lettre d'information

# **Chaumont et Haute-Marne**

**Mercredi  
19 août 2020**

**Pour nous suivre :**

**Site internet :**

<https://www.lutte-ouvriere.org>

**Facebook :**

[Lutte ouvrière  
Chaumont](#)

**Contact :**

**courrier postal :**

Sylvain Demay,  
conseiller municipal  
Lutte ouvrière  
20 rue Jules Trefousse  
52 000 CHAUMONT

**tel : 06 64 65 27 44**

**mail :**

[sylvaindemay@  
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

**Facebook :**

[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre  
d'information est  
confectionnée et  
imprimée par des  
moyens militants.*

*N'hésitez pas  
à la soutenir  
financièrement.*

n° 9- imp.spé.LO

## **Aggravation du chômage, tensions militaires : le monde capitaliste s'enfonce dans la crise**

Personne ne peut dire encore s'il y aura un rebond de l'épidémie, mais la crise, elle, continuera de s'aggraver.

**Bien des travailleurs sont d'ores et déjà frappés.**

La direction de « Hop ! », filiale d'Air France, vient d'annoncer un plan de plus de 1 000 suppressions de postes, soit près de la moitié des 2 400 salariés.

La liste des groupes qui taillent massivement dans leurs effectifs s'allonge au fil des semaines. Depuis des mois, des centaines de milliers de travailleurs en CDD, en intérim, se sont déjà retrouvés sans emploi, certains ne pouvant même pas bénéficier de l'allocation chômage.

Même le ministre de l'Économie est obligé de reconnaître que le chômage va exploser à la rentrée. Des régions entières vont se retrouver encore plus sinistrées qu'elles ne le sont déjà, des millions de travailleurs, ouvriers, employés, ou encore de commerçants vont se retrouver plongés dans la plus grande précarité.

**Mais la crise est lourde de menaces bien plus graves encore.**

L'attaque qui a tué six Français et deux Nigériens d'une organisation humanitaire dimanche 9 août au Niger rappelle qu'une véritable guerre se mène dans cette partie de l'Afrique. L'armée française y est engagée depuis des années, officiellement au nom de la lutte contre le terrorisme et en réalité pour y défendre les positions de l'impérialisme français. Ce sont les mêmes raisons qui sont à l'origine du bras de fer qui se joue actuellement, en Méditerranée, dans une zone où la Grèce et la Turquie se disputent de vastes gisements gaziers.

**Chaque grande puissance impérialiste défend les intérêts de sa bourgeoisie face à ses rivales.**

Car le capitalisme en crise, c'est à la fois l'aggravation du chômage, de la misère, et la multiplication des guerres et des rivalités entre les grandes puissances qui transforment des régions entières de la planète en véritables champs de ruines.

Alors pour que l'humanité connaisse un autre avenir, il faudra que la classe ouvrière change de fond en comble la société et enlève à la grande bourgeoisie la direction de l'économie et de l'État. Elle seule en a la force et les moyens. C'est à cette condition qu'il sera possible de sauver la société de la catastrophe qui la menace.

**Il est essentiel que, dès aujourd'hui, des femmes et des hommes en défendent la perspective dans les entreprises et les quartiers populaires.**

**Le capitalisme,  
c'est la crise,  
le chômage  
et la guerre.**

**La révolution  
nous coûtera  
moins cher.**

[lutte-ouvriere.org](https://www.lutte-ouvriere.org) f t



## Nitrate d'ammonium : à quand la prochaine catastrophe ?

Le gouvernement prétend que les deux millions de tonnes de nitrate d'ammonium stockées en France sont

sous contrôle. Le nitrate d'ammonium, c'est le produit responsable de la récente explosion au port de Beyrouth

et de l'usine AZF de Toulouse en 2001.

Pourtant un site près de Bordeaux, qui peut stocker jusqu'à 25 fois la quantité qui a explosé à Beyrouth, est sous le coup d'une astreinte pour « manquement dans la maîtrise des risques ». Par ailleurs, 60 000 tonnes transitent chaque année par deux ports bretons, en évitant la réglementation européenne Seveso. D'ailleurs les ministères ne s'accordent pas sur le nombre de sites sensibles de stockage.

Les capitalistes du secteur agricole et des travaux publics, qui utilisent largement ce produit, s'estiment assez puissants pour imposer à l'État d'oublier ses propres réglementations.



### Un seul collège à Langres : un projet pas bien propre

À Langres, un projet de construction d'un collège unique, qui devait remplacer les deux collèges publics de la ville suscite une polémique entre le conseil départemental et la municipalité de Langres, nouvellement élue. Le site envisagé abritait une compagnie de la BSMAT, unité de l'armée de terre, qui a été démantelée en 2014. Il est considéré comme très pollué par un rapport publié par un cabinet indépendant, et impropre à « *accueillir des crèches, collèges et lycées...* ».

Le président du département veut passer en force malgré l'opposition de la municipalité pour sauver ce qu'il appelle « *un investissement* » de 40 millions d'euros. Peu importe la pollution ! Pourtant, il y aurait un investissement d'urgence à faire : dépolluer le site, et présenter la facture à l'armée, dernier occupant des lieux !

Mais, outre la question de la pollution, le simple fait de vouloir créer un collège unique implique des conditions d'enseignements dégradées, avec nécessairement moins d'encadrants pour plus d'élèves.

Rassembler plus d'élèves pour économiser sur l'encadrement, et qui plus est sur un site pollué : le moins qu'on puisse dire est que le département n'a pas comme priorité le bien-être des élèves !

### Liban : manœuvres de l'impérialisme français

Alors que la population de Beyrouth exprime tous les jours sa colère contre les profiteurs de l'État corrompu, Macron fait mine de se préoccuper des besoins matériels des sinistrés.

Il évoque une commission d'enquête internationale transparente pour trouver les causes de l'explosion catastrophique. Comme si on ignorait où se trouvent les responsabilités ! De son côté le président libanais Aoun n'en veut pas, afin de masquer son rôle et celui de ses semblables.

Les manifestants, c'est clair, veulent « *en finir avec le système* ». Seront-ils dupes des manœuvres tant de Aoun que de Macron ? Ils ne peuvent ignorer que l'État libanais, totalement étranger aux intérêts de la population, a été mis en place par les riches familles libanaises et leurs

parrains internationaux, au premier rang desquels l'impérialisme français.

Macron ne déroge pas à cette tradition.



### Amiante : un scandale toujours d'actualité

L'Addeva 52, l'association des victimes de l'amiante, a récemment dénoncé la présence d'amiante dans le talc pour bébé commercialisé par la marque Johnson & Johnson.

Les autorités des États-Unis l'ont fait retirer de la vente, mais cela n'a pas conduit l'État à faire de même en France. Il faut que ce soit une association qui alerte !

Le risque lié à la fibre d'amiante est pourtant connu depuis... 1897. Il a été dénoncé en France en 1970 et

l'amiante a fini par être interdit en 1997.

Or encore aujourd'hui, l'amiante continue de tuer, car il reste présent dans de nombreux bâtiments et dans de nombreux produits. Des sociétés sont encore régulièrement condamnées pour son utilisation.

L'État est au service des groupes industriels et ne protège la santé de la population que quand il s'y trouve obligé, et encore...

## Fermeture d'Yto (Saint-Dizier)

### Comment le patronat a ruiné une ville

L'usine Yto a fermé ses portes : les 36 derniers salariés ont été licenciés début août.

Ouverte en 1950, cette usine a compté jusqu'à 2800 salariés au début des années 1980. Elle a changé de nom régulièrement : CIMA, puis Case, McCormick, enfin Yto en 2011.



Chaque rachat à partir des années 1990 a conduit à des suppressions d'emplois, toujours avec le prétexte de « sauver l'entreprise ». Chaque repreneur a menti, supprimé des emplois et laissé la place au suivant.

Autant d'emplois perdus dans une ville de 25 000 habitants, c'est une catastrophe qui a des conséquences dans tous les domaines.

## Ministre de l'Intérieur à Saint-Dizier Retour de la mise en scène sécuritaire

Un règlement de compte a été évité à Saint-Dizier. Il s'annonçait comparable aux violences de Dijon en juillet. Le nouveau ministre de l'Intérieur en a profité pour venir sur place et tenir un discours sécuritaire.

La société est de plus en plus dure aux pauvres. Il est malheureusement logique que la violence augmente.

Ce ne sont pas les discours qui peuvent régler le problème : nous les entendons depuis longtemps sans autre résultat que de monter les

pauvres les uns contre les autres.

La seule solution se trouve dans la lutte collective pour nos conditions d'existence : un travail pour tous, un bon logement et un salaire qui permette de vivre.

Cette lutte ne pourra se mener qu'au coude à coude, en se battant pour la seule communauté qui nous réunisse tous : notre classe sociale, celle des travailleurs.

## Licenciements, pauvreté ...



## Un programme et un parti pour les luttes des travailleurs

Cet été, les militants de Lutte ouvrière se déplacent dans de nombreuses villes.

À Chaumont, ce sera vendredi 21 et samedi 22 août.

Face à la catastrophe sociale qui s'annonce, nous avons besoin d'un programme de lutte, qui parte de nos besoins de travailleurs : un travail pour tous avec un salaire qui permette vraiment de vivre, un logement décent et des services collectifs qui fonctionnent.

Nous savons que ces exigences élémentaires nécessitent des luttes résolues.

Pour les mener efficacement, nous avons dès maintenant besoin de nous organiser. Contre tous les partis politiques qui défendent l'ordre établi, il nous faut le nôtre, un parti des travailleurs, qui mette en avant nos propres revendications, donc un parti qui ne peut être que communiste et révolutionnaire.

**Voilà ce dont nous avons besoin de discuter entre nous !**

**lutte**  
OUVRIÈRE



**Contre l'offensive  
des capitalistes,  
des mesures de défense  
des travailleurs**

## Des nouvelles du conseil communautaire

Le conseil communautaire s'est réuni les 16 et 28 juillet. Il regroupe 63 communes, représentées par un ou plusieurs conseillers. Pour Chaumont, 34 conseillers municipaux sur 35 y siègent. Nous avons donc un seul élu pour 103 conseillers communautaires.

La séance du 16 juillet avait comme seul objet la distribution des postes : elle a pris l'apparence d'une cour de récréation, avec disputes entre enfants pour une part de gâteau, bouderies et réconciliations apparentes. Un politicien local de droite a été élu président, mais a été forcé de laisser une place de vice-président à son rival, battu mais soutenu par la maire de Chaumont que le nouveau président n'a pas les moyens de se mettre à dos. Il sera chargé de « la contractualisation », bref : on ne savait pas où le mettre mais il lui fallait un poste.

Les élus classés à gauche de Chaumont ont tous voté pour le président élu, malgré ma candidature au poste de président (je n'ai obtenu que ma voix). Ma déclaration a été publiée dans le numéro précédent de cette lettre d'information.

Dans cette instance loin du contrôle des travailleurs, un président, 14 vice-présidents et 8 membres du bureau ont été élus. Le tout à bulletins secrets, et un par un. La récréation a donc duré plus de 8h, a mobilisé du temps et des locaux, pour que certains élus mettent des bulletins, parfois fantaisistes, dans l'urne. Tout cela peut paraître dérisoire et un peu ridicule, si cela n'assurait pas à certains des places dans une multitude d'organismes, et parfois les indemnités qui les accompagnent.

Voici ici deux interventions prononcées lors de la séance du 28 juillet.

Sylvain Demay, élu « Lutte ouvrière - Faire entendre le camp des travailleurs »

### Contre les délégations du conseil communautaire au président :

#### « de plus en plus loin du contrôle de la population »

« En déléguant, nous éloignons encore la prise de décision du contrôle de la population. Je voterai donc contre. J'en profite pour dénoncer cette place prise par les intercommunalités.

Tout le monde ici a souligné que ce regroupement a été imposé.

Nous sommes désormais très loin de l'association volontaire de plusieurs communes qui chercheraient à mutualiser certaines dépenses, ou

à faire aboutir des projets trop importants pour chacune.

Cette communauté d'agglomération est une nouvelle usine à gaz, voulue par l'État central qui rajoute encore une couche dans les lourdeurs administratives, éloignée des populations, en réalité hors du contrôle des communes elles-mêmes.

Cette position hors du regard des populations, et avec un budget plus

important a comme objectif de faire de cet organisme une machine à attribuer des fonds publics aux entreprises privées. Et dans cette période de crise, personne n'osera prétendre que c'est pour sauvegarder l'emploi quand tout le monde peut constater qu'il ne s'agit que de sauver les profits.

Je ne participerai donc pas aux votes concernant les constitutions et la composition des commissions. »

### Désignation du représentant de la communauté au conseil de surveillance de l'Hôpital de Chaumont : « la surveillance, le contrôle, doivent être effectués par les travailleurs eux-mêmes »

« À propos du conseil de surveillance de l'hôpital, je tiens à expliquer ma non-participation au vote.

Il y aurait bien besoin que ce soient les personnels des hôpitaux eux-mêmes qui contrôlent et surveillent la direction des hôpitaux, en lien avec la population.

Ils ont montré pendant la crise sanitaire qu'ils étaient bien plus efficaces et inventifs que leurs dirigeants.

Ce ne sont pas des représentants sans pouvoir réel qui pourront effectuer ce contrôle et cette surveillance.

Car il en est des conseils de surveillance ou d'administration des établissements publics comme de ceux des grandes entreprises, seuls comptent la rentabilité, le profit alors même qu'ils vont à l'encontre de l'intérêt du plus grand nombre. »

**Pour gérer  
la santé,  
aux  
hospitaliers  
de décider,  
pas aux  
financiers!**